

L'AFRIQUE ET L'INDE : VERS UN NOUVEAU PARTENARIAT STRATÉGIQUE ?

Introduction

Le 23 septembre 2025, l'inauguration à Berrechid, Maroc de l'usine Tata Advanced Systems, destinée à produire des véhicules blindés WhAP 8x8 pour les forces marocaines, a constitué une étape symbolique de la présence industrielle indienne en Afrique. Première implantation de défense à l'étranger d'un industriel indien et conçue comme plateforme d'exportation régionale, cette unité illustre la volonté de New Delhi de renforcer ses liens avec le continent, au moment où l'Inde cherche à affirmer sa place dans un ordre mondial multipolaire en recomposition.

Ces dernières années, l'Afrique est devenue un espace central de compétition entre grandes puissances. La Chine y a renforcé son emprise via le commerce et le financement d'infrastructures, tandis que la France a vu son influence reculer au Sahel, marquée par le retrait de ses forces du Mali (2022), du Burkina Faso et du Niger (2023).

Dans le même temps, d'autres puissances ont comblé le vide. La Russie s'appuie sur des formations paramilitaires liées à l'Africa Corps, héritier du groupe Wagner, et sur des arrangements adossés aux ressources ; la Turquie déploie une diplomatie mêlant aide, réseaux religieux, commerce et ventes d'armement ; les Émirats arabes unis interviennent par des financements et des soutiens matériels à des acteurs engagés dans les conflits.

Dans ce contexte, de nombreux observateurs voient se dessiner une compétition croissante entre la Chine et l'Inde sur le continent africain. Longtemps restée en retrait, l'Inde multiplie désormais les signes d'un engagement renforcé – défense, santé, énergie, numérique – qui se traduit aussi sur le plan économique. Les échanges commerciaux entre l'Inde et l'Afrique ont franchi la barre symbolique des \$100mds en 2024-2025.

Parallèlement, la détérioration partielle de ses relations avec les États-Unis – illustrée par les droits de douane imposés en octobre 2025 par l'administration Trump en réaction aux achats de pétrole russe de New Delhi – **pourrait inciter le gouvernement de Narendra Modi à diversifier davantage ses partenariats extérieurs.** Cette dynamique est susceptible, dans les années à venir, d'accélérer un tournant stratégique vers l'Afrique, perçue à la fois comme relais de croissance, partenaire politique du Sud global et terrain d'expérimentation pour le modèle de développement indien.

Les tactiques d'influence, cependant, diffèrent. L'Inde semble se distinguer par un positionnement intermédiaire, misant sur la coopération Sud-Sud, la diplomatie économique et le transfert de technologies adaptées plutôt que sur une logique d'endettement ou d'intervention. Elle cherche à se présenter comme un partenaire du développement plutôt que comme une puissance tutélaire, tout en restant contrainte par des moyens financiers plus limités que ceux de la Chine et par une profondeur historique moindre que celle de la France sur le continent.

Dès lors, une question centrale se pose : dans quelle mesure ce déploiement indien est-il réellement concret, au-delà des annonces et des chiffres mis en avant ? Et surtout, l'Afrique peut-elle tirer parti de la montée en puissance de l'Inde pour renforcer sa souveraineté économique et diplomatique, ou risque-t-elle de voir se reproduire de nouvelles formes de dépendance ?

L'Inde en Afrique : un partenaire en ascension dans un continent en quête de diversification

L'émergence indienne : trajectoire d'une puissance du Sud en quête d'influence

L'Inde s'est imposée au fil des dernières décennies comme une puissance majeure du Sud, forte d'une économie dynamique, d'une démographie en pleine expansion et d'une diplomatie de plus en plus affirmée sur la scène internationale. En 2025, l'économie indienne se classe au cinquième rang mondial, avec un PIB atteignant environ \$4,190mds selon les dernières estimations du FMI, la plaçant juste derrière l'Allemagne et devant des pays comme la France ou le Royaume-Uni.

Cette montée en puissance économique s'accompagne d'une transformation démographique significative : avec 1.43md d'habitants en 2024, l'Inde a récemment dépassé la Chine comme pays le plus peuplé au monde. Les projections démographiques de l'ONU indiquent que la population indienne pourrait atteindre près de 1.67md d'individus à l'horizon 2050, renforçant davantage son poids économique et politique global.

Cette dynamique démographique et économique pousse naturellement l'Inde à revendiquer une plus grande influence internationale. Historiquement, depuis son indépendance en 1947, l'Inde s'est toujours vue comme une grande puissance potentielle, attachée à un rôle particulier sur la scène mondiale. Son implication active dans le Mouvement des non-alignés pendant la Guerre froide, illustrée notamment par la conférence de Bandung en 1955¹, montre depuis longtemps une volonté de jouer un rôle de premier plan parmi les pays émergents.

Aujourd'hui, la quête indienne d'influence se manifeste notamment par une volonté affirmée de diversification géopolitique et économique. Dans un contexte de concurrence accrue avec la Chine, tant sur le plan régional que mondial, l'Inde cherche à sécuriser ses intérêts stratégiques et économiques tout en proposant une alternative crédible à l'influence chinoise grandissante. L'Afrique représente précisément un espace de cette compétition : la présence indienne sur le continent relève ainsi non seulement d'intérêts économiques évidents, mais aussi d'une stratégie géopolitique plus large visant à équilibrer et contenir l'expansion chinoise dans des zones clés.

Pourquoi l'Afrique intéresse l'Inde ? Entre ressources, marchés et diplomatie Sud-Sud

Diplomatiquement, la coopération Sud-Sud entre l'Inde et l'Afrique s'enracine dans une histoire ancienne. Dès la conférence de Bandung en 1955, l'Inde affirme sa solidarité avec les pays africains en lutte contre le colonialisme. Cette orientation se prolonge avec son engagement au sein du Mouvement des non-alignés, fondé en 1961 à Belgrade par Tito (Yougoslavie), Nasser (Egypte) et Nehru (Inde), qui visait à affirmer l'autonomie des pays du Sud face aux blocs de la guerre froide. Cette ligne politique demeure constante :

¹ La conférence de Bandung est une réunion fondatrice tenue en 1955, rassemblant 29 pays d'Asie et d'Afrique récemment décolonisés pour promouvoir la solidarité, le non-alignement et la coopération Sud-Sud.

en 2018, à Kampala, Narendra Modi (Premier Ministre Indien depuis 2014) expose dix principes directeurs pour structurer l'engagement indien en Afrique, réaffirmant ainsi que « l'Afrique sera au cœur de [leurs] priorités ».

Au-delà de cette solidarité héritée du non-alignement, l'Inde voit également dans l'Afrique un partenaire stratégique pour défendre une réforme des grandes institutions internationales. Elle milite depuis plusieurs années pour une gouvernance mondiale plus représentative des pays du Sud, en particulier au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, où elle revendique un siège permanent. Dans cette perspective, le soutien des États africains, qui représentent plus d'un quart des voix à l'Assemblée générale, est déterminant. Ce front commun vise à corriger un ordre international encore largement hérité de l'après-Seconde Guerre mondiale, jugé inadapté aux réalités géopolitiques du XXI^e siècle.

Cette convergence politique et diplomatique s'accompagne d'intérêts économiques et stratégiques bien réels, nourris par l'histoire, la géographie et les dynamiques régionales. Les relations commerciales, dont les premières traces remontent au VII^e siècle, se sont intensifiées avec les migrations massives provoquées par la domination coloniale britannique, du XIX^e siècle au milieu du XX^e siècle. Plusieurs centaines de milliers d'Indiens furent envoyés en exil vers l'Afrique du Sud, l'île Maurice et l'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Tanzanie). Aujourd'hui, cette diaspora est estimée à près de 3mn de personnes, formant une élite financière fortement implantée, qui entretient des liens étroits avec l'Inde et alimente des réseaux commerciaux denses : promotion du « Made in India », accès aux financements indiens et stimulation des exportations africaines vers l'Inde.

L'Inde voit aussi dans l'Afrique un partenaire clé pour sécuriser ses approvisionnements en ressources critiques, essentielles à sa stratégie de développement industriel et énergétique. Pour réduire sa dépendance à la Chine, elle cherche à diversifier l'approvisionnement en métaux stratégiques essentiels à la défense et à la transition énergétique — cobalt, graphite, lithium, manganèse — dont l'Afrique détient environ 30% des réserves mondiales. Des MoUs (Memorandum of Understanding²) ont été signés avec plusieurs pays, dont la Côte d'Ivoire, la Zambie et le Zimbabwe. L'Inde s'approvisionne également en diamants (Botswana), en or (Ghana) ou en engrais et fertilisants (Maroc), soutenant à la fois son secteur manufacturier, son agriculture et une forte demande domestique en métaux précieux.

Cet intérêt pour les ressources s'accompagne d'une préoccupation stratégique pour la sécurité maritime. L'Inde dépend du commerce maritime pour 85% de ses importations de pétrole et 50% de son gaz naturel liquéfié, ce qui rend vitaux les corridors longeant la côte orientale africaine. Or ces dernières années, les attaques des Houthis en mer Rouge, la guerre au Soudan et l'instabilité dans le golfe d'Aden ont entraîné une redirection du trafic maritime vers la route contournant le cap de Bonne-Espérance (Afrique du Sud). Face à ces risques et à la concurrence chinoise, New Delhi renforce sa coopération avec les Seychelles, Madagascar ou le Kenya : surveillance maritime, partage de renseignements et modernisation d'infrastructures portuaires.

² Protocole d'accord entre plusieurs parties sans réelle valeur juridique contraignante.

Au-delà des ressources, l'Afrique représente aussi un marché stratégique pour les exportations indiennes, particulièrement dans les secteurs de la santé et de la mobilité. L'Inde est devenue le premier fournisseur pharmaceutique du continent, grâce à des médicaments et vaccins abordables, adaptés aux contraintes budgétaires des systèmes de santé africains — en 2021, seule l'Afrique du Sud consacrait plus de 5% de son PIB à la santé publique, contre une moyenne de 10% dans l'Union européenne. Dans les transports, les deux-roues indiens s'imposent grâce à leur fiabilité, leur faible coût et la présence d'usines locales, comme celles de Hero MotoCorp et TVS Motor Company au Kenya.

Une présence croissante

Dans cette dynamique d'élargissement de l'axe Inde-Afrique, les échanges financiers et commerciaux connaissent une progression soutenue : entre 2003 et 2023, le commerce bilatéral a enregistré une croissance moyenne de 18% par an, atteignant \$100mds sur la période 2024-2025, avec l'ambition de doubler pour atteindre \$200mds d'ici 2030. L'Inde se hisse ainsi au troisième rang des partenaires économiques du continent, derrière l'Union européenne et la Chine. Cette expansion commerciale s'accompagne d'un renforcement des flux financiers, portés à la fois par la participation de New Delhi à la Banque africaine de développement, dont elle est membre depuis 1983, et par l'action de sa banque de développement, l'Exim Bank.

Grâce à ses implantations à Johannesburg (Afrique du Sud), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Addis-Abeba (Ethiopie), l'Exim Bank joue un rôle central dans la facilitation de la coopération économique régionale. Elle se positionne comme créancier majeur de nombreux projets africains en accordant des lignes de crédit pour les infrastructures publiques, ainsi que des assurances à l'export et garanties, concrétisant ainsi la montée des investissements directs indiens sur le continent. En 2023, ces investissements atteignaient \$70mds, avec un objectif fixé par la Confédération de l'industrie indienne de \$150mds d'ici 2030. Si les échanges se concentrent encore sur l'Afrique du Nord et de l'Est (Afrique du Sud, Tanzanie, île Maurice et Mozambique), New Delhi affirme sa volonté de renforcer ses partenariats avec la CEDEAO, notamment avec le Nigeria, le Togo et le Bénin.

L'Inde affirme aussi sa présence sur le plan diplomatique par un réseau d'implantations et une intensification des contacts politiques. Entre 2015 et 2022, New Delhi a accueilli plus de cent dirigeants africains et chacun des pays du continent a reçu la visite d'un ministre indien. Sur le terrain, le nombre d'ambassades indiennes est passé de 29 avant 2018 à 45 en 2025, grâce à l'ouverture de 16 nouvelles missions décidées par N. Modi. Cette diplomatie active s'illustre également par des sommets de haut niveau, tels les Forums Inde-Afrique de 2008, 2011 et 2015, mais également par l'Africa-India Partnership Day, rendez-vous annuel depuis une décennie consacré au renforcement des échanges commerciaux et des partenariats d'investissement. L'adhésion de l'Union africaine comme membre permanent du G20, obtenue sous présidence indienne en 2023, constitue également un jalon majeur, inscrit dans la volonté de New Delhi d'accompagner l'Agenda 2063³ de l'Union africaine.

³ L'Agenda 2063 est un plan stratégique de l'Union africaine pour faire de l'Afrique une puissance mondiale d'ici 2063, fondé sur le développement inclusif et l'intégration régionale.

Enfin, la présence indienne en Afrique se manifeste aussi sur le terrain sécuritaire, à travers une coopération militaire et maritime en plein essor, qui relève autant de la projection de puissance que du soft power stratégique. En avril 2025, la première édition de l'Engagement maritime clé Afrique-Inde (AIKEYME) a réuni en Tanzanie les forces navales de dix pays africains et de l'Inde pour des manœuvres destinées à renforcer l'interopérabilité et la confiance mutuelle. Deux ans plus tôt, l'exercice Afindex-2023, organisé en Inde avec la participation des forces armées de 23 pays africains, avait déjà mis l'accent sur les opérations humanitaires et le maintien de la paix.

Néanmoins, cette progression demeure fragile car elle repose sur des secteurs fortement exposés aux aléas conjoncturels. Le commerce pétrolier en est l'illustration : les importations indiennes de brut africain ont atteint \$15.2mds en 2021, \$17.7mds en 2022, avant de retomber à \$7.4mds en 2023 sous l'effet de la concurrence russe et de la baisse des cours. À l'inverse, les importations de brut russe sont passées de moins de \$1md en 2021 à \$25.5mds en 2022, puis \$48.6mds en 2023, traduisant un arbitrage économique et géopolitique en défaveur de l'Afrique. Cette dépendance aux fluctuations énergétiques fragilise donc la dynamique des échanges. Enfin, le report du Forum Inde-Afrique prévu en 2024, qui devait incarner la continuité du rapprochement, souligne également la difficulté à consolider ce partenariat.

Une alternative crédible ? Atouts et limites du partenariat Inde-Afrique du point de vue africain

Une coopération aux atouts singuliers

New Delhi s'impose comme un créancier majeur du continent africain, encore loin derrière la Chine mais porté par des atouts distinctifs. Au cours de la dernière décennie, quarante-deux pays africains ont bénéficié d'environ \$12mds de prêts de la part de l'Inde, soit près de 38% de l'ensemble des financements extérieurs accordés par New Delhi sur cette période. Malgré cet engagement croissant, l'Inde reste loin derrière le premier créancier de l'Afrique : la Chine. Entre 2010 et 2023, Pékin a accordé \$155mds de prêts à l'Afrique. Pour autant, les deux approches restent assez différentes et mettent en avant la coopération Inde-Afrique sur le plan financier.

L'approche partenariale indienne semble se démarquer par son accompagnement et son objectif de codéveloppement, à l'opposé de l'approche chinoise qui mobilise ses investissements comme instruments d'influence stratégique et d'accès privilégié aux ressources locales. Les prêts chinois en Afrique, en baisse depuis 2017 – pour un total de seulement \$10 mds entre 2020 et 2023 – sont pour l'essentiel arrimés à la Belt and Road Initiative, c'est-à-dire à des projets de grande envergure répondant avant tout aux priorités géostratégiques de Pékin. Ils privilégient le financement d'infrastructures lourdes, à maturités longues, notamment dans les transports et l'électricité, qui représentent plus de 60 % des prêts chinois en Afrique entre 2000 et 2023.

À l'inverse, l'Inde aurait tendance à mettre en avant des secteurs présentés comme mutuellement bénéfiques et une logique de concertation avec les gouvernements africains. Ses financements sembleraient soutenir à la fois des infrastructures d'utilité publique et des projets à impact local, tels que le Metro Express à l'Île Maurice,

l'alimentation en eau dans 17 villes de Tanzanie ou encore des projets agricoles en Sierra Leone. Plus largement, ses investissements directs reflètent les atouts de l'économie indienne et constituent un apport pour l'Afrique : entre 2010 et 2023, ils se sont concentrés dans l'industrie manufacturière (36 %), les services financiers (23 %), l'agriculture (14 %) et les transports et télécommunications (10 %). Cette dynamique partenariale n'exclut toutefois pas une dimension plus classique de sécurisation des approvisionnements, notamment en minerais critiques dont l'Inde est dépourvue.

L'approche indienne en Afrique se distingue également par son pragmatisme et sa proximité avec le terrain. Le Pan-African e-Network Project (PAeNP), lancé en 2009 et couvrant plus de 50 pays africains, en a été un exemple emblématique : financé à hauteur de \$125mn, il a relié des universités et des hôpitaux africains à des institutions indiennes de premier plan, facilitant l'accès à la télé-médecine et au télé-enseignement jusqu'à sa clôture en 2017.

Ces projets de développement reposent largement sur le financement indien, en particulier via l'Exim Bank of India. L'Inde est aujourd'hui un créancier bilatéral de poids qui intervient surtout via des Lines of Credit (LoC) souveraines et du Buyer's Credit adossé à des garanties publiques (ECGC/NEIA⁴) pour la couverture du risque. Depuis 2003, l'Exim Bank a octroyé 196 LoC pour un montant total de \$12mds à 42 pays africains. Ce soutien financier offre des conditions financières généralement plus favorables que celles proposées par la Chine.

Plus qu'un simple levier financier, les prêts indiens semblent aussi présenter un avantage en matière de modalités contractuelles. Contrairement aux financements chinois qui, dans certains cas, mobilisent des sûretés liées aux ressources ou des flux de revenus spécifiques – avec une forte concentration en Angola qui porte la part continentale des prêts ressources à ≈26 % sur 2000-2019 – les crédits indiens reposent sur des garanties souveraines et n'ont pas habituellement recours à ce type de mécanismes. Les analyses contractuelles montrent par ailleurs, côté chinois, un recours bien plus fréquent aux clauses de confidentialité et aux priorités de remboursement, renforçant le contraste entre les deux approches.

LoC et crédit à l'export

Les **LoC** sont des prêts à conditions bonifiées destinés à financer des projets publics ou des besoins de trésorerie. En contrepartie, l'emprunteur s'engage à recourir majoritairement à des biens et services indiens (en général 70-80% du montant). Les LoC offrent des taux réduits, des maturités longues (12 à 20 ans) et des périodes de grâce, ce qui les place entre un prêt commercial et un prêt concessionnel : plus avantageux qu'un financement de marché, sans relever pour autant d'une aide publique au développement "pure" du fait de leur caractère lié.

Le **Buyer's Credit** consiste à prêter directement à un État ou à une entité publique étrangère afin qu'elle règle l'entreprise indienne à la livraison, l'Exim Bank portant ensuite la créance (souvent assurée via ECGC/NEIA). Cela réduit le risque pour l'exportateur, tandis que l'emprunteur rembourse la banque selon un échéancier à moyen/long terme. Variante proche, le **Supplier's Credit** accorde d'abord un délai de paiement par l'exportateur, puis la créance est cédée à l'Exim Bank contre liquidités, le remboursement s'effectue alors directement auprès de la banque.

⁴ L'assureur-crédit public indien et son compte dédié garantissant les crédits acheteurs risqués (BC-NEIA) pour projets d'export.

Financements indiens en Afrique : une alternative de souveraineté entre « diplomatie du piège de la dette » chinois et lenteurs multilatérales

Plus qu'un substitut, l'offre indienne pourrait constituer un levier de diversification des bailleurs, susceptible de réduire la dépendance et d'élargir la marge de négociation des États africains.

Comme indiqué précédemment, entre 2010 et 2023, Pékin a accordé environ \$155mds de prêts à l'Afrique, consolidant son statut de premier créancier bilatéral du continent. Cette empreinte financière alimente, chez certains observateurs, la thèse d'une « diplomatie du piège de la dette », selon laquelle un endettement devenu insoutenable pourrait, en cas de défaut, se traduire par des concessions sur des actifs stratégiques ou par des réalignements diplomatiques au bénéfice de Pékin.

Au-delà de la controverse, la transparence des opérations apparaît comme un enjeu central. L'approche essentiellement intergouvernementale et descendante de Pékin se traduit par des accords souvent opaques. Le cas zambien est éclairant : en 2020, au plus fort de la crise du COVID-19, la Zambie fait défaut sur un coupon d'eurobond, les obligataires rejettent alors la demande d'extension en invoquant l'opacité contractuelle et des clauses préférentielles liées à des prêts chinois. Par la suite, le FMI insiste sur une transparence accrue et un traitement de dette profond et complet dans le cadre du Common Framework. Cette faible visibilité complique la coordination entre bailleurs et ralentit la résolution des crises d'endettement.

Dans un autre registre, même s'ils sont souvent attractifs sur le plan financier, les prêts des institutions multilatérales (Banque Mondiale, etc.) souffrent de délais procéduraux : le délai moyen jusqu'au premier décaissement avoisine 27 mois, ce qui pèse sur l'exécution des projets. Par ailleurs, dans des environnements où la gouvernance demeure fragile, les projets restent exposés à des risques fiduciaires élevés, notamment liés à la corruption, aux détournements de fonds ou à des irrégularités dans les marchés publics.

Les pays africains pourraient alors mobiliser les financements indiens pour diversifier et, le cas échéant, refinancer leur dette, renforçant leur marge de manœuvre face aux grands bailleurs. Dans plusieurs pays, l'Inde représente déjà aux alentours de 10 % de l'encours bilatéral (Niger, Sierra Leone) et jusqu'à ~26 % (Malawi, Burundi). Elle s'affirme ainsi comme une option complémentaire fiable, perçue comme plus coopérative, à condition d'en assurer transparence et soutenabilité.

Au-delà des financements publics, la coopération Inde-Afrique se déploie aussi par des relais non-étatiques : la diaspora et des groupes comme Tata ou Airtel Africa (n° 2 des télécos en Afrique) en dessinent la trame. Cette approche plus décentralisée et orientée marché réduit les frictions bureaucratiques et accélère l'exécution. Elle contraste avec la primauté des grands programmes étatiques chinois et offre aux pays africains un moyen de diversifier leurs partenariats tout en limitant l'exposition aux ingérences politiques.

Des limites structurelles qui freinent un réel développement des relations

Si la coopération offre aux États africains un levier de diversification et d'autonomie, elle n'occulte pas les contraintes structurelles côté indien qui freinent l'accélération du partenariat. Malgré une présence réelle et des opportunités substantielles en Afrique, la relation demeure asymétrique : priorités domestiques, réflexes protectionnistes et attention stratégique détournée pèsent d'abord sur l'Inde et limitent la montée en puissance bilatérale.

La taille économique indienne est une première limite structurelle. Avec 1.43md d'habitants et une croissance moyenne du PIB de 6% par an, New Delhi doit prioritairement financer ce rythme d'expansion exigeant, tout en gérant des défis intérieurs lourds (pénurie d'eau, conséquences du changement climatique, stratification sociale), ce qui en fait un partenaire moins enclin à porter des financements et des partenariats aussi imposants que d'autres.

Cette même dynamique démographique oriente aussi l'économie vers la demande domestique. La consommation des ménages représente un peu plus de 61% du PIB, contre environ 40% en Chine en 2024. Les marchés indiens, bien qu'adaptés aux défis africains, restent donc fortement tournés vers l'intérieur, ce qui conduit ponctuellement à restreindre certains échanges extérieurs, comme l'a montré l'interdiction temporaire d'importer du coke métallurgique début 2025 pour limiter la concurrence. Ce type de restrictions à l'importation peut, à terme, compliquer l'exportation vers l'Inde de futurs produits africains à plus forte valeur ajoutée.

L'Inde ne joue ainsi pas dans la même cour que la Chine. Si les deux pays font face à des défis intérieurs importants et ont une population comparable, le PIB chinois, presque cinq fois supérieur à celui de l'Inde, et des capacités technologiques et industrielles bien plus élevées – la part de la Chine dans la production manufacturière mondiale étant presque dix fois supérieure à celle de l'Inde – lui permettent de soutenir beaucoup plus largement les pays africains.

L'Inde est également absorbée par la gestion d'autres partenariats qui mobilisent l'essentiel de son attention. Elle se concentre d'abord sur son voisinage sud-asiatique, sa relation historiquement divergente avec la Chine, ses liens historiques avec la Russie et ses relations florissantes avec les pays du Golfe. Parallèlement, elle est activement courtisée par les grandes puissances occidentales, telles que la France ou le Royaume-Uni, pour son rôle stratégique dans l'Indo-Pacifique – contrepoids à la présence chinoise – et pour son vaste marché intérieur. Ces priorités géopolitiques majeures accaparent une grande partie de l'énergie de New Delhi et, malgré son intérêt, limitent les ressources qu'elle peut consacrer au renforcement de ses relations bilatérales avec l'Afrique.

Par ailleurs, les entreprises indiennes restent focalisées sur des profits rapides et de court terme, ce qui limite les bénéfices que l'Afrique retire de leurs solutions. Selon l'économiste Jean-Joseph Boillot, chercheur à l'IRIS et spécialiste de l'Inde, de l'Afrique et de la Chine, la mise en place de chaînes logistiques et de réseaux de distribution en Afrique est longue, coûteuse et encore perçue comme risquée, si bien que les acteurs indiens préfèrent vendre sur leur marché intérieur pour des gains immédiats. À l'inverse, la Chine et ses entreprises acceptent des pertes ou des profits nuls dans une logique d'implantation de long terme.

La demande africaine pour des relations bilatérales avec l'Inde est également mitigée. Le resserrement stratégique de New Delhi avec les États-Unis ces dernières années, ainsi que les controverses internes sur le traitement des musulmans par le gouvernement actuel dirigé par le Bharatiya Janata Party, peuvent brouiller, aux yeux de certains partenaires africains, son image de champion du développement Sud-Sud.

Par ailleurs, comme le souligne Jean-Joseph Boillot, le gandhisme a lui aussi une image controversée en Afrique. Gandhi s'est battu pour un statut des Indiens comparable à celui des Occidentaux mais supérieur à celui des Africains dans les pays où la diaspora indienne s'installait. Ces dernières années, plusieurs statues de Gandhi ont ainsi été déboulonnées ou prises pour cible au Ghana, au Malawi et en Afrique du Sud.

Quels scénarios pour une relation stratégique équilibrée ? Conditions d'un partenariat souverain et durable

Malgré la trajectoire ascendante détaillée plus haut (diplomatie densifiée, commerce en hausse, lignes de crédit d'Exim Bank), la relation Inde-Afrique demeure traversée par des asymétries structurelles : un panier d'échanges encore largement extractif, un solde commercial défavorable au continent, et des financements indiens – bien que généralement perçus comme plus coopératifs et transparents – souvent alignés sur les priorités d'approvisionnement de New Delhi (notamment en minerais). Sans des cadres robustes de transparence, de soutenabilité de la dette, de contenu local et de transferts de compétences, ces dynamiques peuvent entretenir des dépendances et, à la marge, raviver des tensions d'endettement.

L'enjeu n'est pas de substituer l'Inde à la Chine ou aux bailleurs multilatéraux – ce n'est ni son intention ni sa capacité à court terme –, mais de convertir un intérêt bien réel pour le continent en gains tangibles pour l'Afrique. Cette section tente ainsi, dans une logique de scénarios, d'énoncer des objectifs clairs, d'identifier des leviers opérationnels pour les atteindre et de poser les garde-fous indispensables afin de capter davantage de valeur, réduire la volatilité des échanges et éviter de nouvelles dépendances financières et diplomatiques.

De l'extractif à la co-production : bâtir des chaînes de valeur indo-africaines adossées à la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF).

L'objectif serait de passer d'une relation encore trop extractive à un véritable partenariat de chaînes de valeur, en faisant de la ZLECAF le socle d'un marché africain unifié capable d'attirer des implantations indiennes tournées vers la co-production. Cette inflexion se justifierait par la structure persistante des échanges, encore dominés par les combustibles et les minerais, et par la nécessité d'agrémenter la demande africaine afin de stabiliser les flux, stimuler l'investissement productif et retenir davantage de valeur sur le continent.

Opérationnellement, les pays africains pourraient mobiliser pleinement la zone de libre-échange en harmonisant les règles d'origine et les procédures. Ils pourraient aussi flétrir une part des financements régionaux et multilatéraux vers des parcs industriels Afrique-Inde adossés à des contrats d'achats fermes et à des clauses de

contenu local. Les règlements seraient sécurisés via le PAPSS⁵ afin de limiter le risque de change et d'accélérer les paiements, tandis qu'à terme, un « cumul d'origine » Afrique-Inde⁶ pourrait être négocié pour fluidifier les chaînes.

À défaut d'une intégration continentale rapide, les États africains pourraient formaliser une approche par « pays-ancre » définie de leur côté : sélectionner quelques pôles (par exemple Maroc, Kenya), y proposer une offre intégrée harmonisée (guichet unique, incitations, etc.) et l'arrimer à la ZLECAF et au PAPSS. Cette clarification devrait réduire les coûts de transaction, donner de la visibilité aux investisseurs indiens et accélérer la co-production pour les marchés africains puis tiers.

À titre de modèle, l'usine de Tata Advanced Systems au Maroc pourrait servir de référence : une base industrielle régionale au service d'un marché élargi et d'exportations africaines, que d'autres « pays-ancre » pourraient chercher à répliquer. Pour l'Inde, l'intérêt serait de diversifier ses approvisionnements et de sécuriser des capacités proches de l'Europe et du Golfe, tout en accédant à un marché continental en croissance.

Capitaliser sur le repositionnement géopolitique indien : inciter l'Inde à se positionner sur le continent africain

L'objectif serait d'amener l'Inde à se positionner plus clairement sur le terrain diplomatique et économique africain, afin de réduire la dépendance du continent à l'égard de la Chine et d'entraîner New Delhi dans une dynamique de codéveloppement avec l'Afrique. Il s'agirait de renouer avec les ententes historiques indo-africaines en profitant du moment de transition diplomatique que connaît l'Inde.

En misant sur la rivalité sino-indienne, les pays africains pourraient encourager une présence indienne plus structurée, afin d'équilibrer les influences extérieures tout en préservant leur autonomie stratégique. L'Afrique a ici intérêt à jouer un « double jeu » diplomatique : diversifier ses partenaires tout en orientant l'antagonisme historique entre les deux puissances à son avantage.

Concrètement, les États africains pourraient inciter New Delhi à renforcer son engagement dans les forums Inde-Afrique, à en organiser certains en Afrique sous l'égide de l'Union africaine, voire à co-créer des institutions ou think tanks dédiés au rapprochement et à la dynamisation des partenariats indo-africains, associant des acteurs majeurs des deux côtés (économistes, sociologues, responsables politiques, diplomates, etc.).

L'Afrique doit également tirer parti du repositionnement géopolitique de l'Inde sur la scène internationale. Plus prospectivement, la stratégie de double-jeu de New Delhi – chercher à incarner la coopération Sud-Sud tout en restant proche des puissances occidentales – montre ses limites. Ni l'Europe ni les États-Unis n'ont intérêt à l'endosser pleinement, au vu des rapprochements de l'Inde avec la Russie et de ses tensions avec le Pakistan, comme l'illustrent les sanctions américaines d'octobre 2025.

⁵ Pan-African Payment and Settlement System, système de paiements transfrontaliers en monnaies locales, opéré avec Afreximbank et le secrétariat ZLECAF.

⁶ Mécanisme par lequel des intrants indiens, suffisamment transformés en Afrique, seraient considérés comme « originaires » aux fins préférentielles ZLECAF, sous réserve d'un accord spécifique.

Dans ce contexte, l'Inde sera probablement incitée à se réaffirmer au sein des BRICS et à s'appuyer sur de nouveaux partenariats internationaux. Les pays africains pourraient se positionner pour « surfer » sur cette dynamique, en cherchant à orienter la réaffirmation géopolitique de l'Inde vers davantage d'échanges et d'accords commerciaux avec le continent. Ils pourraient également plaider pour la mise en place de dispositifs de financement conjoints, inspirés de la Nouvelle Banque de Développement⁷, qui seraient spécifiquement dédiés aux projets indo-africains.

Le renouveau de cette relation historique pourrait aussi passer par un codéveloppement appuyé sur les diasporas. Selon Jean-Joseph Boillot, les pays africains gagneraient à s'appuyer à la fois sur la diaspora indienne – 20 fois supérieure à celle chinoise⁸ – déjà présente sur le continent et sur la présence croissante d'Africains en Inde pour densifier les liens. En 2024, on comptait ainsi environ 23 000 étudiants africains inscrits dans les universités indiennes : ces flux académiques forment autant de passerelles appelées à renforcer les relations économiques et, à terme, à soutenir les exportations indiennes vers les pays d'origine de ces étudiants.

Défis communs : tirer parti des innovations indiennes pour relever les défis communs du développement africain

L'Afrique et l'Inde sont, et seront de plus en plus, confrontées à des défis communs : changement climatique, croissance démographique, gestion des ressources énergétiques. Le continent africain peut tirer parti de l'efficacité des solutions indiennes face à ces enjeux, notamment des technologies low-tech, en les adaptant à ses besoins locaux. Cela permettrait de transférer des technologies indiennes déjà éprouvées tout en stimulant l'émergence de marchés régionaux pour l'innovation et la production locale.

Pour y parvenir, les pays africains pourraient mettre en place des hubs technologiques régionaux Afrique-Inde, inspirés des Technology Innovation Hubs indiens et des incubateurs sectoriels soutenus par Tata Trusts⁹ ou BIRAC¹⁰ en Inde, coordonnés par l'Union africaine et implantés dans des pays en fonction de leurs priorités – par exemple, le stress hydrique pour le Maroc. Ces hubs réuniraient universités locales, start-up africaines et entreprises indiennes autour de programmes de co-création et de transfert technologique.

À titre d'illustration, le Kenya, où moins de 4% des terres arables sont irriguées, pourrait développer des systèmes de micro-irrigation inspirés du programme indien Pradhan Mantri Krishi Sinchayee Yojana – qui couvre près de 6 millions d'hectares depuis 2016. L'Afrique du Sud pourrait, de son côté, déployer des solutions de télémédecine low-cost sur la base de son cadre légal existant. Pour l'Afrique, l'enjeu est de réduire sa vulnérabilité et de créer des filières technologiques locales. Pour l'Inde, d'accéder à un marché émergent à forte croissance et de tester ses technologies à grande échelle face à des défis communs.

⁷ Institution financière multilatérale créée pour financer des projets d'infrastructure et de développement durable dans les pays membres des BRICS.

⁸ Faute de données officielles consolidées, l'estimation d'une diaspora indienne en Afrique environ 20 fois plus importante que la diaspora chinoise repose sur l'évaluation de Jean-Joseph Boillot.

⁹ Fondation du groupe Tata ayant pour objectif le soutien d'initiatives « from lab to market ».

¹⁰ Le *Biotechnology Industry Research Assistance Council* (BIRAC) est un organisme public indien qui finance les start-ups et PME dans les domaines de la biotechnologie et de la médecine connectée.

Conclusion

Les limites structurelles de l'Inde constituent un frein majeur à une véritable implantation durable sur le continent africain et rendent illusoire, à ce stade, la reproduction de formes de domination comparables à celles d'autres puissances.

Dans le même temps, les pays africains restent trop fragmentés pour proposer une stratégie d'attraction cohérente vis-à-vis de l'Inde. Les premières pierres d'une coopération plus équilibrée reposeraient sur des portes d'entrée régionales et des coalitions de quelques pays voisins aux relations stables et apaisées, qu'il s'agisse de certains États de la Communauté d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe ou encore de binômes ouest-africains (Sénégal–Mauritanie, Côte d'Ivoire–Ghana).

Or les instabilités régionales – groupes terroristes au Sahel – **comme les crises internes** (Soudan, Libye) **ou les tensions entre voisins** (Algérie–Maroc, Érythrée–Éthiopie) entravent lourdement l'émergence de trajectoires communes et tournées vers l'avenir.

Dans ce contexte, les Banques de développement auraient un rôle clé à jouer, de même que l'émergence de dirigeants réformateurs capables d'engager de véritables transformations de gouvernance et de porter une vision de long terme et d'unification – des citoyens, des États, puis du continent.

Les relations florissantes de l'Inde avec les pays du Golfe, devenus des acteurs majeurs en Afrique ces dernières années (notamment les Émirats arabes unis, mais aussi le Qatar et l'Arabie saoudite), pourraient également servir de passerelle et structurer un jeu à plusieurs : capitaux du Golfe, savoir-faire et idées indiennes, projets de développement africains.

Encore faut-il que l'Afrique prenne pleinement conscience de sa propre puissance et de ses potentiels : l'enjeu n'est pas de se replacer dans une relation de dépendance à une nouvelle puissance, mais de s'appuyer stratégiquement sur les intérêts de celles qui la courtisent.

Ce mouvement est toutefois freiné, au-delà des problèmes internes, par la persistance d'ingérences étrangères motivées par des logiques de puissance ou des intérêts économiques de court terme – qu'il s'agisse, par exemple, de l'implication des Émirats arabes unis au Soudan ou de la Russie dans les pays de l'AES – qui empêchent l'approfondissement de transformations structurelles.

Dans ce paysage imparfait, une coopération renforcée avec l'Inde pourrait néanmoins représenter, pour les pays africains, une option « moins mauvaise » que d'autres : malgré ses limites, l'Inde demeure une démocratie, un partenaire du Sud porteur de défis et de trajectoires de développement plus proches de ceux du continent. À l'image de la formule de Churchill sur la démocratie comme « pire des systèmes à l'exception de tous les autres », l'Inde pourrait ainsi devenir, pour l'Afrique, un partenaire de choix dans un paysage où tous les acteurs potentiels restent imparfaits.

Pour aller plus loin

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/sommet-indiafrique-pourquoi-new-delhi-s-investit-il-en-afrigue-subsaharienne-7053818>

<https://www.commerce.gov.in/trade-statistics/>

<https://issafrica.org/fr/iss-today/un-nouveau-chapitre-dans-les-relations-entre-linde-et-lafrigue#:~:text=L'E2%80%99envergure%20et%20la%20vigueur%20de,et%20devrait%20devancer%20l'E2%80%99Allemagne%20d%E2%80%99ici%C2%A02028>

<https://thediplomat.com/2024/11/africa-india-ties-the-continents-next-big-relationship-or-over-hyped/>

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrigue-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/#:~:text=Gr%C3%A2ce%20en%20partie%20au%20lobbying,Mahatma%20Gandhi%20a%20utilis%C3%A9%20des>

<https://oec.world/en/profile/country/ind>

<https://africacenter.org/fr/spotlight/la-cooperation-entre-lafrigue-et-linde-un-point-de-repere-en-matiere-de-partenariat/>

<https://www.portail-ie.fr/univers/enjeux-de-puissances-et-geoéconomie/2024/influence-qr-andissante-de-linde-dans-une-afrigue-en-pleine-expansion/>

<https://fmes-france.org/linde-en-afrigue-de-lest-et-au-sud-de-locean-indien-une-diplomatie-de-defense-discrete-mais-strategique/>

<https://www.jeuneafrique.com/1725176/economie-entreprises/comment-linde-est-devenue-un-partenaire-incontournable-pour-lafrigue/>

https://www.google.com/url?sa=t&source=web&rct=j&opi=89978449&url=https://www.cii.in/International_ResearchPDF/India%2520Africa%2520Report%25202025.pdf

<https://www.meaindia.gov.in/lok-sabha.htm?dtl/39860/QUESTION+NO+1015+INDIAAFRICA+DEVELOPMENT+COOPERATION>